

2 Politique

PDG/Tournée nationale du secrétariat exécutif/Tchibanga

Appel à plus de vigilance

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Tchibanga/Gabon

APRÈS la province de la Ngounié, la tournée nationale des membres du secrétariat exécutif du Parti démocratique gabonais (PDG) se poursuit dans la Nyanga. Avec, comme première étape, mardi dernier, la ville de Tchibanga. À la salle polyvalente de cette localité, pleine à craquer, le secrétaire général du PDG, Éric Dodo Bounguendza, a appelé l'assistance à "plus de vigilance, pour éviter que les oiseaux de mauvais augure ne viennent troubler la quiétude des militants en véhiculant des informations erronées, notamment sur la situation du pays et l'état de santé du président de la République". Lequel, a-t-il précisé, "va bien".



Bain de foule du secrétaire général du PDG à son arrivée à Tchibanga.

Pour ainsi dire, le secrétaire général du PDG a invité l'ensemble de ses troupes à sortir de la torpeur qui semble les tétaniser, en assumant pleinement leurs obligations, conformément aux statuts de leur formation politique. Ce qui suppose, pour les uns et les autres,

un véritable changement de mentalités, au regard notamment des habitudes qui semblent avoir gagné les membres du Bureau politique et du Conseil national. Lesquels, a avancé Éric Dodo Bounguendza, ont plus ou moins abandonné la base. Avec ceci que, sur fond de



Une vue des militants et autres cadres du PDG dans la Nyanga.

guerre de leadership entre cadres du PDG de la localité, livrés à eux mêmes, les militants sont quelque peu perdus. D'autant plus que les comités et sections dans lesquels ils devraient acquérir ou approfondir leur culture politique ne fonctionnent quasiment plus.

Le constat est particulièrement accablant dans le chef-lieu de la province de la Nyanga où, a fait savoir Éric Dodo Bounguendza, depuis plus d'un an, aucun rapport d'activités des fédérations n'est parvenu au secrétariat exécutif. Une situation grave et inadmissible, à ses yeux.

Vu que, selon lui, les fédérations constituent le socle du PDG.

Dans tous les cas, a clamé Éric Dodo Bounguendza, cette situation ne saurait perdurer. Tant elle rame à contre-courant de l'ambition du concept de "Régénération" et de "Revitalisation" (2R), visant à faire du PDG une formation politique moderne, résolument déterminée à accélérer la transformation de notre pays, conformément à la vision du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba.

Dans cette optique, a-t-il prévenu, ces "camarades" qui ne seraient pas arrimés à cette nouvelle donne devraient être sanctionnés. D'où son invite à tous les sympathisants à se mettre au travail, en affichant fièrement leur appartenance et conviction politiques.

Petit angle

Nul n'est indispensable !

J.K.M
Tchibanga/Gabon

"LA guerre de leadership constitue le principal problème du Parti démocratique gabonais (PDG) dans la Nyanga". Ces mots prononcés par le membre du Comité permanent du Bureau politique, Anicet Edgard Mboumbou Miyakou, le 2 juillet dernier, à la salle polyvalente de Tchibanga, sont assez révélateurs du climat d'animosité et d'adversité qui prévaut en ce moment entre les hiérarques nyinois du PDG. Tant ils émanent d'une personnalité suffisamment au fait du fonctionnement du PDG dans la Nyanga. Et qui plus

est, première responsable politique de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence dans cette partie du pays.

La situation serait si grave et délétère qu'il n'est pas allé par quatre chemins, en invitant le secrétaire général du PDG, Éric Dodo Bounguendza, à "nettoyer les écuries d'Augias". Entendu que, a-t-il lâché, "parmi nous, il y a des camarades qui, la nuit venue, agissent et complotent contre le PDG". Comment comprendre, en effet, s'est-il indigné, que "de nombreux camarades affirment soutenir le Distingué camarade président alors que, dans le même temps, ils combattent ses choix ?". Un comportement d'autant

incompréhensible que, à en croire le secrétaire provincial, Jean-François Koumba Mabicka, ces agissements se seraient, entre autres, matérialisés, à Tchibanga, lors des dernières élections législatives et locales, par un recul net de leur écurie politique.

À leurs côtés, plusieurs militants et militantes du PDG appellent de tous leurs vœux à ce qu'on mette fin à cette situation qui, selon eux, n'a que trop duré. En sanctionnant de façon claire et exemplaire tous ceux qui seraient reconnus coupables de tels agissements. A les entendre, ne pas le faire, reviendrait à cautionner de telles pratiques et à les déboussoler

davantage. D'autant que, selon eux, d'aucuns pourraient interpréter un tel message comme un encouragement à la duplicité. Dans tous les cas, le secrétaire général du PDG, Éric Dodo Bounguendza, semble avoir pris la mesure de la situation. S'appuyant sur le "Distingué camarade président", il a clairement, en effet, laissé entendre que "personne n'est indispensable. Et qu'au PDG, on ne retenait personne. Que tous ceux qui estiment ne plus avoir leurs places au sein de cette famille, n'hésitent pas à partir". Ce faisant, il les invite à la responsabilité en assumant, au grand jour, leurs actes et positionnement politique.

Vie des partis politiques/SDG

Les Sociaux démocrates en tournée de remerciements

SM
Libreville/Gabon

UNE délégation du parti Les Sociaux-démocrates gabonais (SDG) conduite par son président, Juste Louangou Boyomeka, a récemment séjourné à Mouila, chef-lieu de la province de la Ngounié. C'était dans le cadre de la tournée de remerciements qu'entreprend cette formation à travers tout le pays, à l'endroit des électeurs, pour lui avoir accordé leurs voix lors des scrutins des 6 et 27 octobre derniers. La commune de Mouila, notamment le deuxième arrondissement, a constitué la deuxième étape de ce périple, après le cinquième arrondissement de Libreville. Dans cette circonscription du chef-lieu de la province de la Ngounié, les



La délégation du SDG accueillie chaleureusement par les sympathisants du 2e arrondissement de Mouila.

Sociaux-démocrates gabonais avaient obtenu un élu à l'Assemblée nationale, et trois conseillers municipaux. Résultats jugés plutôt satisfaisants par Juste Louangou, qui a tenu personnellement à dire "un merci sincère et du fond du cœur" aux Molvilloises et Molvillois du deuxième arrondissement. À ses yeux, ce score traduit

la confiance de ces compatriotes vis-à-vis de sa jeune formation politique. La mobilisation et l'accueil triomphal dont sa délégation a bénéficié n'étant que la confirmation de ce sentiment. "Diboty et merci encore pour vos suffrages et la confiance placée en nous. Nous nous battons du mieux que nous pourrions pour ne pas vous décevoir",

a promis le président des SDG.

Aussi est-il revenu sur son discours de mobilisation. Lequel incite les compatriotes à adhérer davantage à son écurie politique en vue d'œuvrer, "tous ensemble pour le développement du pays".

Rappels que les SDG sont un parti politique proche de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). Il se positionne aujourd'hui sur l'échiquier national comme étant la quatrième force politique du pays en terme, notamment, de représentativité à l'Assemblée nationale. Soit cinq députés, en attendant les élections partielles à venir, et plusieurs conseillers municipaux et départementaux.

Communication du ministre d'Etat, ministre de l'Interieure, de la Justice, Garde des sceaux

Le mardi 2 juillet 2019, Monsieur Jean Rémy YAMA, Président de Dynamique Unitaire, a fait une déclaration dans la presse en affirmant que cette confédération syndicale avait l'intime conviction que Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, **Ali BONGO ONDIMBA** est mort.

Une telle déclaration, sans aucun fondement, de la part de ce responsable syndical dénote, une fois de plus et une fois de trop, une volonté manifeste de créer le trouble et la confusion dans l'esprit des populations.

Elle vise par ailleurs à susciter une certaine psychose auprès de nos partenaires au développement et incidemment à affecter l'environnement des affaires, l'ordre public et la cohésion sociale.

Les objectifs ainsi poursuivis, du fait de ces propos mensongers, ne cadrent nullement avec les missions dévolues aux organisations syndicales à savoir, défendre les intérêts moraux et matériels de leurs adhérents.

Il est d'ailleurs curieux de constater que cette déclaration intervient au moment où Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence **Ali BONGO ONDIMBA**, soucieux du bien être de ses compatriotes, a lors de son dernier discours à la nation du 8 juin 2019 instruit le nouveau gouvernement de la République à prendre des mesures fortes en vue d'améliorer considérablement leurs conditions de vie et de travail.

Autrement dit, le fonctionnement régulier des institutions de la République n'est en rien entamé, en témoigne l'agenda de travail particulièrement chargé ces derniers temps de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, **Ali BONGO ONDIMBA**.

Tout en affirmant l'engagement de notre pays à garantir la liberté syndicale et la libre expression, il n'en demeure pas moins que celles-ci sont légalement encadrées; l'attitude ainsi affichée par Monsieur Jean Rémy YAMA l'expose à des poursuites pénales pour propagation de fausses nouvelles. Le Gouvernement de la République, garant du maintien de l'ordre public et de la paix sociale, condamne avec fermeté cette volonté manifeste de défler l'autorité de l'Etat.

Il tient à rassurer la communauté nationale et internationale, du fonctionnement normal des institutions de la République.

Aussi, le Gouvernement invite-t-il les populations à plus de vigilance quant aux agissements de certains compatriotes aux desseins inavoués qui appellent à la désobéissance civile et qui menacent au quotidien notre vivre ensemble. Il les exhorte à vaquer sereinement à leurs occupations. Enfn, le Gouvernement rappelle qu'il ne saurait laisser perdurer de tels actes. Les auteurs seront poursuivis et la loi sera appliquée avec la plus grande rigueur.

Fait à Libreville, le 03 juillet 2019